

L'insécurité en quelques (vrais) chiffres

Le traitement des données rendu possible par l'intelligence artificielle permet de réévaluer les chiffres de l'insécurité. Sans surprise, la réalité est bien plus grave que le discours officiel.

Par Xavier Raufer*

Par agrégation de données hétérogènes, des intelligences artificielles adaptées permettent à la base documentaire "Réel criminel" de révéler ce que subissent vraiment les Français, pour les trois infractions qui les fâchent ou les inquiètent le plus, catégories où les chiffres publiés par le ministère de l'Intérieur sont d'usage parcellaires, voire trompeurs.

Commençons par les homicides et introduisons d'emblée une donnée essentielle: depuis les années 1970, la création des Samu (service d'aide médicale urgente) et des Smur (service mobile d'urgence et de réanimation), invention française au succès mondial et dont le maillage complet fut achevé vers 1990, a permis de multiplier par 2,3 (70 %, contre 30 %) le nombre de personnes sauvées d'un péril de mort entre le lieu du crime et le lit d'hôpital. Dès lors, les homicides se réduisent à de seules "tentatives" et les homicides s'effondrent. En 1988, taux d'homicide (réussi, donc): 2,79 pour 100 000 habitants. En 2025, ce taux est tombé à 1,35. Formidable!

Mais bien sûr, seul le cumul "homicides + tentatives" est désormais pertinent, car personne n'a envie de subir une "tentative" d'assassinat, en comptant sur le Samu pour être sauvé et échapper à la statistique morbide. Et les chiffres sont sans appel: sous la seule présidence Macron (de 2018 à 2025), les tentatives d'homicide sont passées de 2 482 à 4 501, soit une hausse de 81 %, et la somme "tentatives + homicides" a bondi de 66 % (de 3 313 à 5 484).

Rappelons que la population française a augmenté de 6 % — l'homicidité a donc crû onze fois plus vite que la population! Mais tout va bien. Notons au passage que le chiffre officiel de 982 morts en 2025, alors que le Service

statistique ministériel de la sécurité intérieure (SSMSI) annonçait 1268 morts début décembre, sent le caviardage. Un travail de consolidation statistique (doublons, etc.) peut faire fluctuer un résultat de 2 à 3 %, mais pas faire "disparaître" 286 morts. Avançons une explication: il fallait maintenir ce chiffre au-dessous de la barre symbolique des 1000 victimes.

Second facteur d'insécurité: les violences physiques (hors famille). Nous disons bien: hors famille. Il ne s'agit pas de nier le drame des violences intrafamiliales, il s'agit de dire qu'elles ne relèvent pas du même mécanisme et ne questionnent pas l'autorité publique de la même manière. Les violences dont nous parlons ici sont celles qui vous assaillent dans les centres commerciaux, les discothèques, les fêtes de village, dans la rue, dans les transports, au travail, voire en prison. Après dépôt de plainte ou flagrant délit: 217 600, en hausse de 32 % en dix ans. Or, une enquête du ministère de l'Intérieur avait permis d'estimer que

seules 20 % de ces violences donnent lieu à un signalement aux autorités. Le nombre de ces agressions réellement vécues en France est donc de 1 088 000 par an, soit 2 980 par jour ou 124 agressions toutes les heures.

Troisième point: les cambriolages. Il faut savoir que le SSMSI ne publie que les cambriolages des logements privés, mais qu'il est obligé



d'envoyer à Eurostat les effractions de locaux industriels, commerciaux, financiers, qu'il cache donc aux Français. Dans de récents tableaux d'Eurostat, on découvre que les cambriolages de logements représentent 54 % du total. Il y en a eu 212 000 en 2025. Il faut donc leur ajouter les 46 % complémentaires (180 593) pour aboutir au total de 392 593 cambriolages en France l'an dernier; 1 076 par jour, soit plus de 40 toutes les heures. Ceci en supposant encore une fois que tous les cambriolages sont effectivement déclarés, ce qui n'est pas certain... ●

* Xavier Raufer est criminologue.

**Rappelons que la population française a augmenté de 6 %
— l'homicidité a donc crû onze fois plus vite que la population! Mais tout va bien.**